

intervenues dans la lutte contre les maladies des plantes et des animaux, aussi bien que dans le patient labeur de ceux qui s'occupent d'élevage tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des fermes. En outre, on a déployé des efforts considérables pour protéger et bonifier les couches de sol de même que les réserves nutritives qu'il contient, lequel constitue le fondement même de l'industrie agricole. Dans les années 1980, la population est devenue de plus en plus sensible aux problèmes que posent l'empiètement urbain sur les terres agricoles les plus fertiles du Canada et le besoin impérieux de protéger les ressources en eau et en terre pour l'avenir.

Parallèlement aux progrès techniques, l'urbanisation du Canada et la hausse des revenus de sa population ont suscité d'importantes modifications dans le secteur du conditionnement et de la distribution des denrées alimentaires. Les coûts de transport, de transformation, d'emballage et de vente au détail se sont beaucoup accrus, si bien que le prix des produits agricoles à leur départ de la ferme représente une proportion de plus en plus faible de leur prix à l'étape de la consommation finale. Lorsqu'on ajoute les frais de conditionnement et de distribution aux coûts des facteurs de production d'origine extérieure à la ferme, on constate que, sur chaque dollar dépensé par le consommateur en achats d'aliments, la part qui constitue la rémunération de l'investissement foncier, du travail et du capital de l'exploitant agricole ne s'élève qu'à un peu plus de 10 %.

Le gros de l'activité économique exigée pour mettre des produits alimentaires à la portée du consommateur s'exerce hors des fermes et fournit ainsi de l'emploi aux travailleurs urbains. Néanmoins, l'agriculteur continue de jouer un rôle-clé. Dans une industrie dispersée sur des dizaines de millions d'hectares, les défis humains sont considérables, et le succès des efforts mis en œuvre pour relever ces défis dépend en définitive de la compétence, des qualités d'initiative, du processus décisionnel et de la coopération de dizaines de milliers d'exploitants de fermes.

Le Canada exporte une grande partie de sa production agricole. En 1985, le Canada a exporté 51 % de sa production agricole; 70 % des produits agricoles exportés se composaient de céréales et d'oléagineux. De tous les produits agricoles exportés, c'est le blé qui occupe la première place: il représente environ la moitié des exportations agricoles du Canada.

Au cours des années 1980, le prix mondial des céréales a baissé, ce qui a causé de grands soucis financiers aux agriculteurs. Ceux-ci devaient déjà faire face aux taux d'intérêt élevés au cours des années de fortes inflations, c'est-à-dire 1981 et

1982, ainsi qu'à la sécheresse et aux sauterelles qui sévissaient dans les provinces des Prairies au cours de 1984 et à la sécheresse plus largement répandue en 1987-1988.

Le rôle des administrations fédérale, provinciales et municipales s'est révélé décisif pour la recherche, le travail de formation professionnelle, la réglementation, le crédit, l'inspection, le développement harmonieux des collectivités rurales et la prestation de multiples services aux exploitants agricoles. Vis-à-vis de l'agriculteur, les pouvoirs publics ont entretenu des relations étroites un peu partout au pays, en raison de la nature extrêmement éparse de cette industrie et de la taille très restreinte de ses premières exploitations individuelles. L'agriculture était si essentielle à l'essor de la nation qu'on ne pouvait la laisser prendre de l'expansion au petit bonheur.

Dès le début de la colonisation, les agriculteurs se sont rendu compte que seule une action concertée pouvait répondre à leurs besoins d'ordre économique, social et professionnel. Ces pionniers de l'industrie agricole n'ont pas hésité, par exemple, à s'unir pour presser le pouvoir public d'adopter des lois et des mesures pertinentes. Ils ont également pris l'initiative de se grouper pour former leurs propres coopératives de commercialisation et d'approvisionnement; pour s'entraider à acquérir les connaissances et les aptitudes absolument indispensables à leur survie dans un milieu nouveau et souvent inconnu; pour prendre action devant les tribunaux lorsque leurs droits étaient menacés; et pour conjuguer leurs efforts en vue d'améliorer l'élevage, les méthodes culturales et la production de semences.

Si les cultivateurs ont éprouvé dès le départ le besoin de s'organiser entre eux, c'était non seulement afin que chacun apprenne à mieux accomplir sa tâche, mais également pour que tous soient protégés contre toute exploitation abusive et toute instabilité préjudiciable de l'économie. En se groupant, ils cherchaient aussi à obtenir la mise en place d'une réglementation judicieuse et de services coordonnés d'inspection pour le classement des produits agricoles, le contrôle de leur qualité et la protection des élevages contre les maladies infectieuses.

Les organisations agricoles au Canada ont une longue histoire, complexe et souvent mouvementée. Même aujourd'hui, certains problèmes et sujets de controverse liés à l'industrie agricole persistent et soulèvent encore beaucoup d'émoi. À cet égard, le débat aussi ardu qu'animé qu'a fait naître la décision du gouvernement fédéral de réviser sa politique du transport des céréales de l'Ouest et de modifier les taux statutaires du Pas du Nid-de-Corbeau au début des années 1980